

L'avenir des générations futures repose sur la prise en compte des questions environnementales, la nécessaire préservation de la planète et de ses ressources. Les mobilisations citoyennes, l'action des organisations, les travaux de la communauté scientifique ne sont pas pour rien dans cette prise de conscience, même s'il reste beaucoup à faire.

Un autre sujet nécessite que tout le monde s'en mêle ; celui de l'évasion fiscale.

Loin d'être un simple « dysfonctionnement » de l'économie libérale, symbolisé par l'image du magot planqué en Suisse par quelques malhonnêtes, l'évasion fiscale est un système mondialisé, organisé avec la connivence des banques, des paradis fiscaux, des avocats fiscalistes et autres comptables...L'exemple récent d'APPLE est éloquent. La multinationale domiciliée en Irlande, pays où l'impôt sur les sociétés est pourtant le plus bas d'Europe, a échappé à 13 milliards d'euros d'impôts.

Face à ce système qui capte la richesse produite par nous tous, celle qui manque notamment à nos communes et départements pour répondre aux besoins des habitants, les états ont capitulé ou manigancé. Il est urgent que la politique reprenne la main, impose par la loi, un impôt juste, progressif, équitable qui fasse qu'aucune de ces multinationales n'y échappent et œuvre pour une harmonisation fiscale évitant que ces dernières aillent faire leur marché parmi les pays où il est le moins lourd.

Les tenants du libéralisme nous assomment avec l'idée qu'il n'y a plus d'argent pour payer les retraites et la protection sociale, que nous vivons au-dessus de nos moyens. Selon eux, 31 000 euros de dette publique pèserait sur la tête de chaque bébé naissant aujourd'hui ! C'est un mensonge absolu. L'évasion fiscale est estimée en France à 80 milliards d'euros par an (budget de la France 2016 : 373 milliards) ; sachant qu'il y a 800 000 naissances chaque année dans notre pays. Chaque bébé a donc à son crédit 100 000 euros ! De quoi rassurer les générations futures si nous nous emparons tous de cette question pour réclamer comme les frères BOCQUET, député et sénateur communistes, auteur de l'ouvrage fort instructif « SANS DOMICILE FISC » ; la tenue d'une COP fiscale sur le modèle de la conférence environnementale tenue à Paris en 2015.